

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 2 mai 2023

Nos réf. : SAU/PFM/MT n° 23-155

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

LVI

9, Rue du Stand – Zone Industrielle du Stand
10700 ARCIS-SUR-AUBE

Code AIOT : 0005703067

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 février 2023 dans l'établissement LVI implanté Zone industrielle du Stand, 9, Rue du Stand 10700 ARCIS-SUR-AUBE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LVI
- 9, Rue du Stand – Zone Industrielle du Stand - 10700 ARCIS-SUR-AUBE
- Code AIOT : 0005703067
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LVI exploite sur son site d'ARCIS-SUR-AUBE une installation de lavage de citernes

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite PPC

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 3.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Valeurs limites de rejet des eaux de lavage	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 6.5 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Contrôle des rejets des eaux de lavage	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 6.7 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Valeurs limites de rejet à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 7.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Contrôle des rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 7.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Activités autorisées	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 1.3	/	Sans objet
3	Opérations de lavage des citernes et des bennes	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 4.3 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection fait état de non-conformités récurrentes depuis a minima 2020 sur les sujets des eaux de lavage, tant sur la réalisation de l'autosurveillance, la fréquence d'analyse, les paramètres analysés que sur les résultats de ces analyses. Dans la mesure où l'exploitant rejete dans le réseau communal, ces non-conformités sont susceptibles de contribuer à une surcharge de la STEU (station de traitement des eaux usées) locale.

L'inspection fait également état d'une absence d'analyse sur les paramètres atmosphériques, de la présence d'une cuve de fioul inutilisée, que l'exploitant s'est engagé à mettre en sécurité par mail du 27 février 2023 ?

Il a également été constaté la présence de déchets divers à l'arrière du bâtiment abritant le pré-traitement, la nature exacte de tous les déchets n'ayant pas été établie (présence de déchets verts, d'une masse noirâtre récente présentée comme du compost, d'un tas grisâtre ressemblant à des cendres ou du bois décomposé couvert de mycelium...). L'exploitant s'est engagé à retirer ces déchets par mail du 27 février 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est autorisée à traiter des citernes routières, des containers maritimes ou des bennes pouvant avoir transporté les produits suivants : <ul style="list-style-type: none">- produits pulvérulents: produits alimentaires (blé, farine, amidon, sucre, gluten), billettes ou poudre de plastique, sels (carbonates, borates, sulfates, engrais)- produits liquides de l'industrie agroalimentaire (vinasses, mélasses, solution de glucose, alcool, vin, huiles, jus de fruits)- produits liquides industriels minéraux ou organiques (acides, bases, solvants) Le lavage de véhicules ayant transporté tout autre produit est interdit notamment : <ul style="list-style-type: none">- les produits explosifs- les gaz comprimés, liquéfiés ou dissous- les produits réagissant violemment avec l'eau (chlorosilanes, di ou trichlorosilanes)- les matières radioactives- les substances contenant du chrome hexavalent- les liquides organo-halogénés- les produits toxiques (acrylamide, alcool allylique, dérivés allyliques, arsenic et dérivés, cyanures et dérivés, allylchlorosilane, dinitrophénols, flucranthène, mercure et dérivés, produits chromés, acide chromique, phénol)- le latex,- les résines,
Constats : Par sondage, le jour de la visite le contenu d'un camion a été vérifié. Celui-ci contenait de l'amidon. Par sondage, le registre des opérations de lavage a été consulté pour la journée du 08 au 10 janvier 2023. Celui-ci n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rétention des aires et locaux de travail

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau ou de dispositifs empêchant leur débordement, et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage.</p>
<p>Constats : Des cuves IBC contenant des liquides susceptibles de polluer les sols, eaux souterraines ou eaux de surface ont été vues sans rétention associée.</p> <p>L'inspection des installations classées propose à Mme la préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription dans un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Opérations de lavage des citernes et des bennes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 4.3 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Liste des produits</u> L'installation est autorisée à procéder au nettoyage des citernes, containers maritimes et bennes ayant contenu les produits visés à l'article 1.2. du présent arrêté. L'exploitant établit une liste des produits « interdits au lavage ».</p> <p><u>Admission au lavage</u> Chaque camion-citerne, benne ou container, à son arrivée sur le site, fait l'objet d'un enregistrement précisant la date d'entrée dans l'établissement, la date de lavage, le nom du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule, la nature du produit contenu. Avant d'accepter un véhicule au lavage, l'exploitant s'assure visuellement que la citerne, le container ou la benne est vide (à l'exception des produits adhérents aux parois). Il doit s'assurer qu'il n'existe pas d'incompatibilité entre les produits contenus dans les différentes citernes, bennes ou containers à laver. Toute citerne, benne ou container présentée au lavage ayant transporté des matières dangereuses doit être accompagné des fiches de données de sécurité des produits transportés en dernier lieu afin que l'exploitant de la station de lavage soit informé des risques spécifiques du produit.</p> <p><u>Procédure de lavage</u> L'exploitant établit une procédure de lavage. Cette procédure décrit le mode de lavage appliqué et la destination des effluents.</p> <p><u>Suivi du lavage</u> Toutes les opérations de lavage sont consignées sur un registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce registre doit comporter au minimum les renseignements suivants : références du véhicule, date d'entrée dans l'établissement, date du lavage, nature du produit ayant été transporté.</p>
<p>Constats : Liste des produits : L'exploitant a transmis une liste des produits autorisés au lavage. Par sondage la liste a été contrôlée, celle-ci n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection de installations classées.</p> <p><u>Admission au lavage</u> Paragraphe 1 : Conforme sur la base d'un contrôle par sondage sur le registre du 8 au 10 janvier 2023 Paragraphe 2 : L'opérateur interrogé le jour de la visite déclare vérifier que la cuve est vide. Autrement, l'exploitant déclare refuser le camion. La procédure LVI I CLE 004 A mentionne l'obligation pour le laveur de vérifier que les produits contenus dans les citernes multi-cuves sont compatibles entre eux. Ces déclarations n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées Paragraphe 3 : l'exploitant déclare que le transporteur doit fournir à son conducteur routier les FDS des produits qu'il transporte. L'exploitant déclare mettre à disposition les FDS de tous les produits déjà enregistrés, et n'accepter de nouveaux produits qu'après étude de la FDS et validation interne. Ces déclarations n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées</p> <p><u>Procédure de lavage :</u> Conforme par sondage sur le protocole de lavage de cuves ayant contenu de l'éthanol. La destination des effluents n'est pas indiquée, cependant l'exploitant possède un seul exutoire pour les substances liquides. Ces déclarations n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées</p> <p><u>Suivi du lavage :</u> Conforme sur la base d'un contrôle par sondage sur le registre du 8 au 10 janvier 2023</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Valeurs limites de rejet pour les eaux de lavage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 6.5 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Rejet des eaux de lavages

Les eaux rejetées en sortie de la station de pré-traitement doivent respecter les limites suivantes :

Débit de référence	Maximum journalier	Moyen journalier
	en m ³ /j	en m ³ /j
	45	35

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximum journalier (kg/j)	Flux moyen journalier (kg/j)
DBO5	800	36	28
DCO	2 000	90	70
MEST	600	27	21
Azote global (exprimé en N)	150	6,75	5,25
Phosphore total (exprimé en P)	50	2,25	1,75
Hydrocarbures Totaux	10	0,45	0,35

Autres paramètres

Les effluents en sortie de la station de pré-traitement doivent respecter les limites de concentrations suivantes :

Indice phénols	0,3 mg/l si le rejet dépasse 3 g/l
Chrome hexavalent et composés (exprimé en Cr)	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Cyanures	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Plomb et composés (exprimé en Pb)	0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Cuivre et composés (exprimé en Cu)	0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Chrome et composés (exprimé en Cr)	0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Nickel et composés (exprimé en Ni)	0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et composés (exprimé en Zn)	2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Manganèse et composés (exprimé en Mn)	1 mg/l si le rejet dépasse 10 g/j
Etain et composés (exprimé en Sn)	2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fer, aluminium et composés (exprimé en Fe + Al)	5 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Composés organiques halogénés (exprimé en AOX)	1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j
Fluor et composés (exprimé en F)	15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j

Les effluents doivent être exempts de matières flottantes, de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. »

Constats : L'inspection des installations classées s'est focalisée sur les eaux de lavage.

Par sondage sur des analyses de 2020 à 2022, il apparaît que les analyses sur les eaux sont non-conformes pour ces 3 années.

En particulier, pour l'analyse de mars 2022 est la seule analyse annuelle dont le prélèvement a été effectué par le laboratoire d'analyse et non l'exploitant. Les résultats de cette analyse sont les suivants :

- La DBO5 est à 3900 mg/L au lieu de 800 mg/L
- La DCO est à 5700 mg O2/l au lieu de 2000 mg O2/l

L'inspection des installations classées ne peut pas juger les résultats sur les « autres paramètres », les analyses n'ayant pas été effectuées.

Sollicitée par l'inspection des installations classées, la DDT de l'Aube mentionne que la STEU d'ARCIS-SUR-AUBE fait l'objet de surcharges venant probablement de rejets industriels, les dépassements de la société LVI pouvant potentiellement contribuer à ces surcharges.

A noter que l'exploitant déclare être devenu propriétaire du terrain fin 2022, et qu'il déclare souhaiter engager des travaux pour remettre en conformité son installation.

L'inspection des installations classées propose à Mme la préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription dans un délai de 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Contrôle des rejets des eaux de lavage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 6.7 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

« L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire a minima aux contrôles suivants.

[..]

Rejet des eaux de lavages

Paramètre	Fréquence	Type d'analyses	Méthodes d'analyses**
Débit	En continu	Autosurveillance	
	Semestrielle	Labo*	
Température	En continu	Autosurveillance	
	Semestrielle	Labo*	
pH	En continu	Autosurveillance	NF T 90008
	Semestrielle	Labo*	
DCO	Journalière	Autosurveillance	NF T 90101
	Semestrielle	Labo*	
Turbidité	En continu	Autosurveillance	NF EN ISO 7027
	Semestrielle	Labo*	
MEST	Journalière	Autosurveillance	NF EN 872
	Semestrielle	Labo*	
DBO5	Semestrielle	Labo*	NF EN 1899-1
Azote global	Hebdomadaire	Autosurveillance	NF EN ISO 25663
	Semestrielle	Labo*	
Phosphore total	Hebdomadaire	Autosurveillance	NFT 90023
	Semestrielle	Labo*	
Hydrocarbures totaux	Hebdomadaire	Autosurveillance	NF EN ISO 9377-2
	Semestrielle	Labo*	NF EN ISO 11423-1

* laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement

** définies par l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence

Les autres paramètres visés à l'article 6.5 du présent arrêté font l'objet d'un contrôle annuel réalisé par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Les mesures des concentrations sont effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures.

L'ensemble des résultats est consigné dans un registre tenu à la disposition des installations classées. Trimestriellement, les résultats sont adressés à l'inspection des installations classées avec les commentaires appropriés. Ils sont exprimés en concentration dans les rejets, en flux horaire, journalier et mensuel.

Constats : L'inspection des installations classées s'est focalisée sur les eaux de lavage. L'exploitant effectue des analyses de manière mensuelle. Cependant, en 2022, un seul prélèvement est effectué par le prestataire. Ces analyses ne comprennent pas l'analyse des hydrocarbures totaux (semestriel), ni les « autres paramètres » dont une analyse est exigée annuellement. A noter que les analyses de débit et températures sont notés « non accrédités »

L'exploitant n'effectue pas d'autosurveillance.

Les analyses sur les « autres paramètres » ne sont pas effectuées.

L'inspection des installations classées propose à Mme la préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription dans un délai de 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Valeurs limites de rejet à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Les effluents gazeux des pistes de lavage devront respecter avant rejet à l'atmosphère les concentrations maximales suivantes : - COVNM (composés organiques volatils non méthaniques) 110 mg/Nm ³ - COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 20 mg/Nm ³ La teneur en COVNM est exprimée en équivalent carbone total de l'ensemble des composés. Le débit des effluents est exprimé en mètre cube par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101.3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées rapportées aux mêmes conditions normalisées. »
Constats : L'exploitant n'a pas présenté d'analyse annuelle sur les rejets à l'atmosphère. L'inspection des installations classées propose à Mme la préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Contrôle des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 7.5
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Une fois an, l'exploitant fait réaliser un contrôle des rejets atmosphériques des pistes de lavage. Ce contrôle est réalisé par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement selon les modalités d'analyse suivantes définies par l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence : - vitesse, débit et volume ISO 10780 - vapeur d'eau NF EN 14790 - oxygène NF EN 14789 - COV NF EN 13526 et NF EN 12619. »
Constats : L'exploitant n'a pas présenté d'analyse annuelle sur les rejets à l'atmosphère. L'inspection des installations classées propose à Mme la préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois